



Béatrice PRÉVOTEAU - OTMANI

EXPERT-COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

À vos côtés pour faire grandir vos projets

Association CPTS de la Vallée du Ciron

Siret : 451 605 810 00048

70 RUE ABEL GOURGUES

33210 Langon

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

A l'assemblée générale de l'Association CPTS de la Vallée du Ciron

Opinion

En exécution de la mission complémentaire qui m'a été confiée par votre assemblée du 17 décembre 2024 dans le cadre des dispositions de l'article L. 821-5 du code de commerce, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association CPTS de la Vallée du Ciron relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que votre association n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice 2022 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 17/12/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Cenon le 24 juin 2025

Signé par Beatrice Prevoteau Otmani
Le 25/06/2025

ID: tx_qrmQ2a2mV8OJ



Béatrice PrévotEAU-Otmani
Commissaire aux comptes

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	307	307		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	5 974	5 775	199	691
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	825		825	825
Total I	7 106	6 082	1 024	1 516
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 155		1 155	
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	23 746		23 746	24 024
Autres créances	2 699		2 699	956
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	395 529		395 529	115 021
Charges constatés d'avance	305		305	302
Total II	423 435		423 435	140 303
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	430 541	6 082	424 459	141 819
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

document visé par le commissaire aux comptes

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	27 815	27 815
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Autres réserves	3 320	3 320
Report à nouveau	83 016	25 604
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales		1
Excédent ou Déficit des autres activités sociales et médico-sociales	222 978	57 411
Situation nette (sous-total)	337 130	114 151
Total I	337 130	114 151
FONDS REPORTES ET DEBIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 957	7 900
Dettes fiscales et sociales	3 342	5 676
Autres dettes		14 091
Produits constatés d'avance	67 031	
Total IV	87 329	27 667
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	424 459	141 819
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	87 329	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

document visé par le commissaire aux comptes

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	650	0,22	1 300	5,13	-650	-50,00
Ventes de biens et de services	23 746		24 024		-278	-1,16
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	23 746	7,88	24 024	94,87	-278	-1,16
Produits de tiers financeurs	277 134		115 000		162 134	140,99
Concours publics et subventions d'exploitation	277 134	91,91	115 000	454,11	162 134	140,99
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch			7	0,03	-7	-100,00
Utilisation des fonds dédiés						
Autres produits	13		392	1,55	-378	-96,62
Total I	301 544	100,00	140 723	555,69	160 820	114,28
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	30 380	10,08	33 641	132,84	-3 260	-9,69
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	622	0,21	721	2,85	-99	-13,74
Salaires et traitements	34 166	11,33	35 599	140,58	-1 434	-4,03
Charges sociales	13 074	4,34	13 077	51,64	-3	-0,02
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	492	0,16	492	1,94		
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	32	0,01			32	
Total II	78 766	26,12	83 531	329,85	-4 764	-5,70
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	222 777	73,88	57 193	225,84	165 585	289,52
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	201	0,07	219	0,87	-18	-8,14
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	201	0,07	219	0,87	-18	-8,14
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assililées						
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	201	0,07	219	0,87	-18	-8,14
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	222 978	73,95	57 412	226,71	165 567	288,39
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg						
Total V						

document visé par le commissaire aux comptes

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI						
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	301 745	100,07	140 942	556,55	160 803	114,09
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	78 766	26,12	83 531	329,85	-4 764	-5,70
EXCEDENT OU DEFICIT	222 978	73,95	57 412	226,71	165 567	288,39
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CPTS VALLEE DU CIRON

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 424 459 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 222 978 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/11/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour mission:

- * Promouvoir l'organisation territoriale ambulatoire du système de santé dans le territoire géographique
- * Elaborer un projet de santé et réunir autour de ce projet les professionnels des soins de premier et second recours et les structures sanitaires, sociales et médico-sociales impliquées dans la prise en charge ambulatoire des habitants du territoire de la CPTS ;
- * Enrichir le projet de santé au fur et à mesure qu'apparaissent les demandes et les besoins de santé sur le secteur géographique ;
- * Proposer des actions de prévention et de promotion de la santé au regard des besoins du territoire ;

L'association est financée par la CPAM et emploie un coordinateur permanent à temps plein.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

document visé par le commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

document visé par le commissaire aux comptes

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Un commissaire aux comptes est nommé à l'assemblée générale du 17/12/2024. Une mission complémentaire sera donc réalisée sur ces comptes 2023 ultérieurement à l'AG.

document visé par le commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	307			307
Immobilisations incorporelles	307			307
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 974			5 974
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	5 974			5 974
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	825			825
Immobilisations financières	825			825
ACTIF IMMOBILISE	7 106			7 106

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	307			307
Immobilisations incorporelles	307			307
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 283	492		5 775
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	5 283	492		5 775
ACTIF IMMOBILISE	5 590	492		6 082

document visé par le commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 27 575 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	825		825
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	23 746	23 746	
Autres	2 699	2 699	
Charges constatées d'avance	305	305	
Total	27 575	26 750	825
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

document visé par le commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	27 815				27 815
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	3 320	1		1	3 320
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	25 604		57 412		83 016
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	1	-1			
Exc.ou Déficit des activités sociales	57 411	-57 411			222 978
Situation nette	114 151	-57 411	57 412	1	337 130
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	114 151	-57 411	57 412	1	337 130

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 87 329 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 957	16 957		
Dettes fiscales et sociales	3 342	3 342		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	67 031	67 031		
Total	87 329	87 329		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	13 988
Dettes provis. pr congés à payer	758
Charges sociales s/congés à payer	291
Etat - autres charges à payer	305
Total	15 342

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	305		
Total	305		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	67 031		
Total	67 031		

document visé par le commissaire aux comptes

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		277 134				277 134
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						277 134

document visé par le commissaire aux comptes

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les présidents et trésoriers ne sont pas rémunérés.

document visé par le commissaire aux comptes